



Israël, été 2007.

Chères lectrices, Chers lecteurs,

ב"ה

Abou Mazen doit être sauvé ! Abbas doit être protégé ! Alors ils sont venus – ils sont tous là: Olmert, Rice, Solana, Blair et les autres, à faire des courbettes au «leader palestinien modéré», au sauveur de cette cause empoisonnée promue et entretenue depuis 14 ans par les dirigeants israéliens successifs et par l'Occident: le mythe qui veut qu'il existe un peuple palestinien et que celui-ci a droit à un État indépendant au cœur même d'Israël.

La perte d'Abbas, c'est le fiasco consommé des Accords d'Oslo, la fin lamentable de toute la politique d'ouverture et de soutien à l'OLP et à «l'Autorité palestinienne» (AP), qui, rappelons-le, a coûté la vie à plus de 1'000 Juifs israéliens et en a estropié plus de 5'000. Sauver Abbas, terroriste formé en Égypte dans les années 50 à la même école qu'Arafat par l'ami d'Hitler, le Grand Moufti de Jérusalem, Hadj Amin El Hussein, c'est maintenir l'illusion que le calme dans la région ne pourra être garanti que grâce à une OLP militairement forte à la tête d'un État arabe supplémentaire. C'est oublier un peu vite que chaque millimètre carré de terrain, dont l'administration a été confiée à cette organisation terroriste, a été transformé en une base d'agression contre Israël. C'est oublier également que l'OLP n'a tenu aucun de ses engagements envers Israël, en particulier en ce qui concerne l'arrêt de la violence, car elle n'a jamais subi de pressions dans ce sens. Bien au contraire, à chaque fois qu'elle a renouvelé ses promesses vaines, elle a immédiatement été récompensée soit par de nouvelles cessions territoriales, soit par une augmentation des pressions politiques sur Israël. Toutes les concessions faites par Israël ont été considérées par la communauté internationale comme «insuffisantes pour offrir un horizon politique viable aux palestiniens», c'est-à-dire trop maigres pour que l'OLP renonce à l'assassinat et à la mutilation de Juifs en Israël. Suite aux Accords d'Oslo, Israël a pourtant abandonné la majeure partie de la Judée-Samarie-Gaza et la seconde ville sainte du judaïsme, Hébron (1997). Poursuivant sa politique d'ouverture, Israël a offert la constitution d'un État palestinien sur 97% des territoires, plus une grande partie de Jérusalem-Est et le Mont du Temple (Camp David 2000). La conséquence de cette proposition généreuse a été le lancement de la Seconde intifada au cours de laquelle la terreur arabe a tué plus d'Israéliens en 4 ans qu'au cours des 53 premières années de l'existence de l'État. Plus grave encore: afin de démontrer sa bonne volonté et sa disposition de mettre fin à ce que certains appellent «l'occupation», bref, pour simplement acquiescer le droit de vivre non pas en paix mais dans le calme, Israël a liquidé 21 villages juifs à Gaza et 4 communautés en Cisjordanie. Même cette démarche dramatique a été jugée «insuffisante» pour que les Arabes palestiniens soient contraints par la communauté internationale de stopper la violence contre Israël. Finalement, l'expulsion des Juifs de Gaza (2005), considérée comme un «excellent pas vers la paix», a eu pour résultat l'installation d'une base d'Al-Qaïda sur la Méditerranée et aux portes d'Israël.

Dans ces conditions, pourquoi les USA et l'UE veulent-ils sauver Abbas et une OLP agonisante? Quels sont leurs exigences et leurs buts ?

Concernant les revendications faites à Israël, il suffit d'écouter les dernières déclarations de Javier Solana: «l'aspect le plus inquiétant du processus de paix est le manque d'intérêt israélien à discuter des frontières finales avec les palestiniens»; Condoleezza Rice de renchérir: «le temps est venu pour Israël de négocier un statut final avec l'AP»; et Tony Blair de rajouter: «il faut restaurer la foi des palestiniens en un État palestinien viable». Traduction: Israël est prié de négocier un statut final avec l'OLP sans avoir la moindre assurance quant à ses intentions d'abandonner le terrorisme; d'accepter l'établissement d'une entité arabe dont les roquettes et les missiles seront à portée de Tel-Aviv et de l'aéroport Ben Gourion; enfin, de permettre l'établissement en Judée-Samarie d'une forteresse armée du style de celle installée à Gaza depuis le jour où l'AP a pris le contrôle de la frontière avec l'Égypte en collaboration directe avec... l'Union européenne.

Ceci est évidemment inacceptable puisque l'OLP, intimement liée au Hamas, n'abandonnera pas le terrorisme. Le seul moyen pour Israël de garantir la sécurité de ses citoyens est de garder le contrôle total de la Judée, de la Samarie et de la frontière commune avec la Jordanie. Or l'Amérique demande à Israël de faire abstraction de ces réalités et d'agir «comme si» l'OLP avait la volonté de mettre un terme à la terreur contre Israël. Bref, il faudrait faire des concessions uniquement sur base d'une confiance renouvelée à Abou Mazen. Ehud Olmert, conscient qu'une telle démarche serait suicidaire pour l'État juif, a rejeté cette demande américaine. Il sait que si Israël signe un accord de statut final avec l'OLP sans que celle-ci n'ait effectivement démontré sa détermination de mettre un terme au terrorisme, Tel-Aviv et Jérusalem seront aussi vulnérables que Sdérot aujourd'hui.

Après avoir évoqué les exigences fondamentales, passons aux buts. La teneur du message délivré lors de la dernière visite américaine Rice-Gates était des plus claires: «nous voulons renforcer un camp contre l'autre. La division est évidente: d'un côté les bons, à savoir les USA, Israël, l'OLP, les États arabes sunnites et, de l'autre, les méchants: l'Iran, la Syrie, le Hamas de Gaza et par extension la Russie, la Chine et la Corée du Nord. Si vous voulez que nous nous occupions de l'Iran, vous devez nous aider».

Rien ne permet de penser qu'une coalition avec les nations arabes sunnites serait bénéfique pour Israël. Trente ans après la venue de Sadate à Jérusalem, aucun de ces États n'a abandonné les mantras du Jihad islamique: le «droit du retour des réfugiés», soit l'invasion d'Israël par 4 millions d'Arabes maintenus de force dans des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans les zones sous contrôle de l'OLP depuis 1993; la mise au même niveau du terrorisme arabe et de la construction d'agglomérations juives en Judée et en Samarie; enfin, la mise sur un même plan de l'existence de l'État juif et de l'essor du fascisme islamique. Or sur le terrain, le Hamas continue de s'armer et de s'organiser militairement, le Hezbollah en fait tout autant au nord sous l'œil passif de la communauté internationale. La déflagration est inévitable et une offensive militaire massive à Gaza puis au nord n'est qu'une question de temps. Celle-ci pourrait se faire sous la direction d'un gouvernement d'Union nationale auquel participerait Benjamin Netanyahu.

Au seuil d'une éventuelle «conférence de paix» supplémentaire pour laquelle aucun agenda n'est fixé mais qui est basée sur le plan saoudien de 2002, dont les préalables sont les mantras du Jihad islamique, Israël ne se laissera pas acculer.

Comme toujours depuis sa création, l'État juif n'a qu'un seul moyen de s'en sortir: camper solidement sur ses positions. Il faut donc qu'il soit fort sur le plan religieux, économique et militaire. Israël doit être puissant et craint !

«D' donne la force à son peuple – D' bénit son peuple dans la paix.» D'abord la force, puis la paix !

Toute l'équipe de *Shalom* vous souhaite une excellente nouvelle année.

כתיבה וחתימה טובה תזכו לשנים רבות ישועות ונחמות
Roland S. Süßmann
Rédacteur en chef